

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:
 KWARTALNIE 12 fr.
 PÓŁROCZNE 24 fr.
 ROCZNIE 46 fr.
 NUMER ŚRODOWY 40 c.
 NUMER SOBOTNI 75 c.

Zagranicą :

ROCZNIE 50 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku)
 i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)
 et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS

Paris et Départements :
 TROIS MOIS 12 fr.
 SIX MOIS 24 fr.
 UN AN 46 fr.
 NUM. DE MERCREDI 40 c.
 NUM. DE SAMEDI ... 75 c.

Etranger :

UN AN 50 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La question du transport en Pologne

Comme conséquence des conventions commerciales passées avec les pays qui l'avoisinent et avec la France et après la réunion d'une partie de la Haute-Silésie à la mère-Patrie, par sa situation vis-à-vis de la Russie, la Pologne est appelée à devenir un pays de transit par excellence.

Il est admis que le développement économique d'un pays est intimement lié aux moyens de transport dont il dispose.

Le problème des transports est pour la Pologne le plus important de l'heure actuelle. Le gouvernement polonais conscient de cette importance l'a placé au premier rang afin de donner au pays, le plus rapidement possible, une organisation des communications lui permettant de suffire aux besoins tant extérieurs qu'intérieurs.

Cette question doit être considérée comme étant d'une grande importance non seulement pour la Pologne mais aussi pour les pays alliés.

La Pologne possède 30 millions d'habitants. Son réseau de chemin de fer se chiffre par 15.892 kilomètres de lignes à voie normale pratiquement exploitables, soit 4 kilomètres de voie par 100 km. 2 de surface ou 6 km. de voie par 10.000 habitants.

Pour exploiter, en fonction des nécessités et des besoins actuels, ce réseau dans de bonnes conditions, la Pologne devrait avoir 130.000 wagons pour marchandises et 4.500 locomotives lourdes. Présentement les chemins de fer polonais possèdent 84.000 wagons et 3.458 locomotives parmi lesquelles 50 %, par suite de construction ancienne, ne répondent pas aux conditions normales d'une exploitation.

De cet exposé il résulte que la Pologne a un besoin pressant de 46.000 wagons et de 1.048 locomotives lourdes et si nous prenons en considération les locomotives qui devront être remplacées dans un avenir prochain ce besoin est porté de 1.042 à 2.760.

Il est évident que seulement après l'exécution de ce programme il pourra être question d'employer les chemins de fer polonais au transit des marchandises pour la Russie ou venant de Russie pour le compte des pays occidentaux.

Etant donné que jusqu'en 1920, la Pologne a été un théâtre d'opérations militaires, l'industrie métallurgique fut dévastée par la guerre.

Par suite de ces faits, les plus importantes fabriques de constructions de locomotives et de wagons, à Varsovie, à Poznan, à Chrzanow, à Sanok, ne possèdent pas les installations techniques nécessaires, qui leur permettraient de se développer en vue d'une production répondant au programme exposé plus haut.

Cette situation que complique l'état déplorable du change amène le gouvernement polonais à prévoir l'achat à l'étranger dans des

conditions déterminées de crédit et de temps, des marchandises nécessaires au montage des ateliers ou à commander directement une partie des wagons et des locomotives manquantes. Vu l'importance nationale que la Pologne attache à l'obtention de ces crédits qui seraient garantis et étant donné d'autre part l'intérêt que peut y trouver l'industrie française, il serait à souhaiter que celle-ci accorde à ces questions la plus sérieuse attention et éventuellement tout son concours.

W.S.

A l'exemple du Tsarisme

Les Soviets sont opposés à la politique fédéraliste.

L'histoire n'enregistre aucun procédé analogue à celui qu'employait l'ancien Empire russe pour contraindre à une soumission rigide les pays conquis. Bien que cette politique soit connue et que l'avidité impérialiste de la Moscovie soit légendaire, il paraît opportun d'en rappeler quelques exemples ; ils aideront à comprendre, dans son essence même, la mentalité de la Russie.

Le gouvernement des tsars avait pour principe de signer des traités avec les pays tombés sous sa domination, mais ne se croyait pas obligé de les exécuter. Les territoires de l'Ukraine, situés sur la rive gauche du Dniepr, furent rattachés à la Russie au cours du XVII^e siècle, à la suite d'une convention qui leur garantissait un régime sensiblement rapproché du système fédératif tel que nous le concevons aujourd'hui. Or, peu de temps après les libertés séculaires de l'ancien Etat ukrainien avaient disparu ; la langue même de ce pays était traquée à l'école et dans la littérature.

La Géorgie n'eut pas une destinée différente de celle de l'Ukraine. Menacée au XVIII^e siècle par la Perse et la Turquie musulmanes, cette mission chrétienne demanda à la Russie aide et protection. Un traité signé par les deux pays garantissait le maintien de toutes les anciennes libertés de la Géorgie. Celle-ci fut cependant encore plus rapidement subjuguée que l'Ukraine : en moins de 150 ans, toute la haute et antique culture intellectuelle géorgienne fut effacée et la langue elle-même fut interdite jusque dans les écoles primaires.

Faut-il rappeler rapidement l'histoire de la Finlande sous l'occupation russe ? Faut-il évocer les luttes farouches et inflexibles soutenues par la nation finlandaise pour la défense de ses droits et de l'intégrité de son territoire, rattaché à la Russie à la suite d'un mutuel accord ? Si les résultats obtenus par le gouvernement russe furent à peu près nuls, le mérite en revient à l'endurance et à l'obstination que surent montrer les Finlandais au cours de leurs luttes nationales.

Des peuples unis à la Russie par des accords librement acceptés, passons à ceux qui furent soumis par la force des armes. Dans sa politique à l'égard de ses derniers, l'Em-

pire des tsars se garda bien de faire montre du moindre scrupule. Non seulement il ne tient aucun compte des promesses antérieurement formulées, mais il procéda de suite à la confiscation des biens nationaux et à la déportation en masse des habitants peu suspects de sympathie pour le nouveau régime. L'histoire de la Pologne pendant le XIX^e siècle et jusqu'à la grande guerre en constitue l'exemple le plus caractéristique. Cette atteinte constante au patrimoine national polonais prenait parfois la forme d'actes de vandalisme et de sauvagerie. Les insurrections polonaises de 1830 et de 1863 une fois vaincues, la Russie se livra contre nos alliés actuels à une sanglante répression, à toutes sortes de confiscations et de pénalités terribles.

Ce système de gouvernement avait un défaut capital : obligée de vivre aux dépens des nations vaincues, la Russie perdait peu à peu sa résistance intérieure et son instinct défensif. On pouvait l'assimiler, déclare un éminent historien polonais, M. Siedlecki, à une « Société par actions qui augmenterait chaque année son capital initial au moyen d'une émission de nouvelles actions tirées en dehors de la Société ».

La révolution de 1917 parut d'abord transformer cet état de choses. Les différentes nationalités composant l'Empire russe trouvèrent une occasion favorable pour se libérer de leurs oppresseurs. La Pologne et la Finlande s'érigèrent immédiatement en nations indépendantes. D'autres Etats avaient une fois profonde en l'évolution libérale de la Russie et étaient persuadés du renoncement du nouveau gouvernement à la politique d'oppression du précédent régime. Le Congrès de Kiev, tenu du 21 au 28 novembre 1917, qui réunissait des délégués de ces différentes nationalités, proclama entre autres résolutions que « le pouvoir central ne pourra acquérir la confiance des différentes classes de la population et obtenir la force nécessaire que dans un régime basé sur le fédéralisme ». Aussi, quand le gouvernement bolchevik s'empara du pouvoir, s'est-il empressé de proclamer à son tour les principes d'un Etat russe basé sur la fédération des diverses nationalités entrant dans sa composition. On alla même jusqu'à admettre l'autonomie la plus absolue et même le séparatisme.

En réalité, toute cette phraséologie soviétique ne servait qu'à dissimuler le vieil esprit tsariste de conquête : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan l'apprirent les premières à leurs dépens. Le fameux mot d'ordre de fédération lancé par les Soviets n'était en fait qu'une simple manœuvre de propagande communiste. Les violations répétées des frontières finlandaises par les armées rouges sous prétexte de poursuite des armées blanches et des insurgés caréliens, la mauvaise foi évidente du gouvernement de Moscou pour exécuter le traité de Riga, la non-restitution des biens saisis en Pologne, les entraves au rapatriement des otages et des prisonniers étrangers sont autant de preuves flagrantes de la mentalité actuelle des gouvernements moscovites. La ruine morale et économique de la Russie explique le désir de libération des

populations non russes et leurs fuite éperdue du pays de l'anarchie, de la famine et de la mort. Ces faits ne font que multiplier les efforts des Soviets contre les tendances séparatistes qui agitent la Russie et pratiquer avec plus d'acharnement les répressions sanguinaires qui sont « monnaie courante » au paradis bolchevik.

Dans les temps modernes aucun peuple ne se livra à tant d'afrocités envers les autres humains que les communistes moscovites. Les Allemands seuls peut-être étaient les bolcheviks en matière de destruction et de cruauté. Et cela aussi nous explique l'alliance qui existe et qui a toujours existé entre les deux Puissances du Mal.

Maurice TOUSSAINT.

Pour les Conférences prochaines

Je propose pour la conférence prochaine un diplomate qui me semble plein d'esprit et d'à-propos et qui fait preuve, en tous cas, d'un jugement très sûr et d'une remarquable connaissance de l'Europe. Hé ! me dira-t-on, où peut bien se nicher un diplomate si extraordinaire ? ces qualités que vous énumérez là ne forment plus, en général, l'apanage des diplomates de profession... Où est-il ? Montrez-nous ce phénix... Hélas ! cela me serait bien difficile, car si, en effet, j'ai bien rencontré ce personnage au Ministère des Affaires étrangères, ce fut sous la forme subtile d'un fantôme, je n'ai pu que l'évoquer, que le voir se dégager de la brume de mon imagination, au-dessus de la lettre de lui que je lisais avec un intérêt passionné. C'est cette simple lettre qui m'a donné, je l'avoue, une si haute opinion de sa clairvoyance et de son sens politique. Il s'agit d'une missive diplomatique adressée, le 23 mars 1772, à lord Rochford, ministre des Affaires étrangères en Angleterre, par le duc d'Aiguillon qui dirigeait alors la politique française. Je n'ignore pas que le duc d'Aiguillon ne jouit point d'une excellente réputation ; on lui fait porter, un peu trop libéralement peut-être, la responsabilité des fautes de la fin du règne, on lui reproche d'avoir laissé s'accomplir, sans protestation, le crime des partages de la Pologne. On ne pense pas assez que, lorsque le duc d'Aiguillon est arrivé au ministère, le gâchis des affaires, caché un instant par l'esprit brillant de Choiseul, était à son comble, que nulle force au monde n'était capable de secouer la torpeur du triste vieillard qu'était devenu Louis XV et qu'enfin, il n'y avait plus un sou dans le trésor... Tout cela ne formait pas un ensemble de circonstances bien faciles pour faire de la grande politique, de la politique française, mais nous savons aujourd'hui que si d'Aiguillon n'a pas agi, au moment du premier partage, ainsi que le lui ordonnait l'intérêt français, et ainsi qu'il l'aurait peut-être fait en des temps plus heureux, il n'en a pas moins vu les terribles dangers que cet événement devait faire courir à la France, à l'Europe, à la civilisation, et, dans cette lettre dont je parlais tout à l'heure, il indique la meilleure marche à suivre pour y remédier, pour tâcher de conjurer la mauvaise action que s'apprêtent à commettre « le roi de Prusse et les deux impératrices ». Dans ce but, il s'adresse à l'Angleterre et il lui demande, *en tant qu'allié de la Russie*, d'agir auprès de l'Impératrice en faveur des Polonais, tandis que l'ambassadeur de France fera une démarche analogue auprès de la Cour de Vienne. Les raisons que donne d'Aiguillon sont aussi généreuses que pratiques ; il faut, disait-il, « fixer l'attention de ces deux puissances sur la faute qu'elles sont à la veille de consommer... » faute qui, d'ailleurs, frapperà « les intérêts les plus chers de la nation anglaise en ren-

dant le commerce du nord précaire, et en lui enlevant celui de la mer Baltique en particulier... », « l'uniformité de la conduite de deux aussi grandes puissances que la France et l'Angleterre ne peut manquer d'effrayer le ministère russe et autrichien. L'intelligence entre la France et l'Angleterre ainsi établie, sans ostentation et sans aucun air de menace, pourra opérer la destruction de tous les motifs de crainte et de ménagements qui semblent conduire les deux impératrices à des mesures dont il est impossible qu'elles ne sentent pas ultérieurement les dangers présents et les conséquences éloignées. Si ces deux cours écoutent la voix de leur propre intérêt, le démembrément de la Pologne ne pourra s'opérer que par la connivence concrète, l'*ambition du roi de Prusse* se trouvera déjouée dans ses projets... »

Ainsi, d'Aiguillon reconnaît que le danger prussien est caché derrière toutes ces combinaisons. L'Angleterre se refusa à faire cette démarche de concert avec la France ; peut-être eut-elle peur de son allié, l'impératrice russe, comme elle redoute aujourd'hui Lénine, le tsar mystérieux ?... De toutes façons, elle ne comprit pas qu'en favorisant les Russes, qu'en ne se rangeant pas à l'avis de la France, elle préparait, de loin, les mêlées sanglantes, les révoltes sans fin, nées de l'injustice et de l'oppression.

Comme à la fin du XVIII^e siècle, l'Angleterre veut plaire aux Moscovites barbares, aux descendants des Tatars de la Horde d'Or, sans se rendre compte qu'elle favorise par là, aujourd'hui, comme alors, l'éternelle Allemagne. Elle n'hésiterait peut-être pas non plus à sacrifier la Pologne encore une fois, mais à présent, la *garde veille* aussi sur la Vistule, et la Pologne reconstituée sait défendre ses droits. Le duc d'Aiguillon a montré que ces droits étaient intimement unis aux intérêts de l'Europe. Que l'on se souvienne dans ces conférences où la question polonaise doit toujours apparaître, selon l'impression de Napoléon, comme « la clef de voûte de l'équilibre européen », et si l'on veut y travailler utilement pour la *vraie paix du Monde*, les diplomates anglais feront bien de méditer cette lettre écrite en 1772, ils y verront le moyen de sauvegarder leurs véritables intérêts, ceux qui tiennent à l'honneur d'une grande nation.

Pour nous, retenons de cette brève incursion dans l'Histoire, de cette promenade à travers de vieux papiers, une appréciation plus juste du rôle du ministre de Louis XV. Le duc d'Aiguillon avait épousé la fille unique du comte et de la comtesse de Plélo ; il est impossible que celui qui s'est sacrifié pour la Pologne n'ait pas légué à son enfant toute la piété du souvenir. C'est peut-être un vestige de cet ultime souvenir que nous retrouvons dans la lettre à lord Rochford.

Anne-Marie GASZTOWITZ.

ÉCHOS ÉCONOMIQUES

L'industrie textile en Pologne.

L'industrie textile polonaise se divise en quatre branches principales : cotonnière, lainière, linière et jute.

Pendant l'occupation, toutes les matières premières furent confisquées et des quantités considérables de produits manufacturés furent enlevés par les occupants, quantités se chiffrent par dizaine de millions de mètres. En outre, l'industrie polonaise se vit dépourvue de 1.300.000 mètres de courroies, de 1.100 moteurs et de 1.375 tonnes de pièces de machines en cuivre.

De plus, les créances sur la Russie et de forts stocks de marchandises qui se trouvaient en route ou en dépôt dans ce pays sont perdus ou peuvent être considérés comme à peu près perdus.

Ce simple rappel de la période tragique de 1914 à 1920 suffit pour mettre en relief la situation précaire de l'industrie textile polonaise après les deux guerres qui accumulèrent tant de ruines et de dévastations en Pologne.

Mais les industriels polonais se sont remis à l'œuvre.

Dans l'industrie cotonnière, centralisée principalement à Lodz et dans les environs, le nombre des établissements en activité, qui était de 47 en 1913 et de 2 seulement en 1919, est actuellement de nouveau de 47, en marche plus ou moins normale.

Le nombre des broches en activité, qui était de 1.435.000 en 1913 et de 500.000 en 1919, est passé à 802.395 en 1920 et à 1.037.074 en 1921. Ce dernier chiffre représente 72 % de celui de 1913. Le nombre des métiers, respectivement de 36.000 et de 7.400 en 1913 et 1919, est passé à 15.157 en 1920 et à 18.333 en 1921, ou 50 % du chiffre en 1913. Quant à l'effectif ouvrier, qui était de 64.000 en 1913 et de 17.800 en 1919, il est, en 1921, de 50.000 hommes, soit 78 % du chiffre de 1913. Dans l'énonciation de ces chiffres, il n'est pas tenu compte des petits établissements, qui sont assez nombreux.

L'industrie lainière était représentée par 375 établissements, dont 145 dans la Pologne du Congrès, 134 dans le district de Bialystok et 92 dans celui de Cieszyn, mais les grosses usines se trouvent surtout en Pologne du Congrès (Lodz et ses environs) avec 82 % du total des broches contre 10 1/2 % dans la Silésie de Cieszyn et de 7 1/2 % dans la région de Bialystok.

Le nombre des broches en activité était de 1.120.350 en 1913 et de 239.230 seulement en 1919 ; il est passé à 457.470 en 1920 et à 606.704 en 1921, soit 54 % du chiffre de 1913. Le nombre des métiers était respectivement de 29.550 et de 5.100 en 1913 et en 1919 ; il est passé à 8.545 en 1920 et à 18.150 en 1921, soit 51 % du nombre de 1913. Cette industrie occupait 87.000 ouvriers en 1913 et 23.000 en 1919 ; leur effectif n'est pas cité pour 1920 et 1921.

L'industrie linière, centralisée à Zyrardow, à l'ouest de Varsovie, possédait, en 1914, 21.700 broches et 1.100 métiers et occupait 3.797 ouvriers. En 1921 ces chiffres ont été respectivement de 8.320 ; 380 et 1.455, ce qui représente 38,4 % ; 52,5 % et 38,5 % des chiffres de 1914.

En 1914 une filature et un tissage ont été créés à Radom, au sud de Varsovie.

L'industrie du jute, représentée par deux grandes usines et d'autres moins importantes à Czenstochowa et par une usine à Cieszyn, avait en activité, en 1914, 31.490 broches et 1.140 métiers et occupait 5.178 ouvriers. En 1921, ces chiffres sont respectivement de 9.896 ; 566 et 2.361, soit 31,3, 49,5 et 46 % de ceux de 1914.

Dans la fabrication d'articles tissés et de soieries, on comptait 8 usines occupant 961 ouvriers en 1914 ; l'effectif est de 341 hommes en 1921. Une fabrique de soie artificielle avait, en 1914, 176 métiers et 21.000 broches en activité ; en 1921 ces chiffres sont devenus respectivement 45 et 4.000.

Une autre fabrique, installée en Pologne du Congrès, avait commencé à produire en 1914.

Une fabrique de soieries existe en Poznanie.

Les diverses branches de l'industrie textile polonaise exportèrent en Russie, avant la guerre, de forts tonnages de cotonnades, de draps, d'étoffes, de toiles, de sacs de jute, et d'autres produits des industries similaires.

Les usines les plus importantes avaient créé des agences, dépôts et magasins de vente dans les principales villes russes.

Actuellement la production est en progrès, mais elle peut être totalement absorbée par le pays qui, depuis sa reconstitution, forme un important marché de près de trente millions d'habitants.

Toutefois on évalue à 50.000 tonnes le ton-

nage de produits de l'industrie textile pouvant être exporté en 1922.

Cinq entreprises ont été créées par des groupes belges et français.

Le premier semestre de 1922 paraît avoir été favorable au relèvement de l'industrie textile. Deux grandes usines de Lodz, actuellement groupées sous une même administration, possédant ensemble 270.000 broches et 6.000 métiers, occupaient 10.000 ouvriers en 1914. En 1921, cet effectif était de 7.000 ; au début de 1922, il est passé à 8.500 et actuellement à 10.000 ouvriers, comme en 1914. Une autre forte firme, également de Lodz, qui occupait 5.000 ouvriers en 1921, en occupe actuellement 6.000.

Il faut tenir compte de ce fait que l'année 1921 fut la première année normale en Pologne, la seconde guerre n'ayant pris fin qu'en automne 1920 et le traité de Riga datant du 18 mars 1921.

Parmi les sociétés qui ont publié leurs bilans de 1921 au cours du premier semestre 1922, divers établissements de filature et de tissage ont donné des dividendes de 15, 20, 25, 26 et 35 % ; une fabrique de draps, 15 %, une fabrique de soie artificielle, 20 % et une fabrique de soieries, 100 %. D'autres n'ont distribué aucun dividende et la plupart n'ont pas encore publié leur bilan.

D'après les derniers renseignements reçus de Lodz, on peut prévoir que l'industrie textile aura retrouvé, au cours de l'année 1922, son activité d'avant-guerre.

La place de la Concorde Soir d'hiver

Dans la brume se noient des balustres classiques
Et de vagues lueurs tremblent dans l'imprécis
Des cieux et des eaux. Quelque chose d'attique
Monte, comme un parfum du sol du Paris.
Le mauve au gris s'unite et l'ombre est vaporeuse,
Mais l'air est pur et sec, tout intellectuel,
Et je marche légère, indépendante, heureuse...
Me penchant au balcon du jardin irréel,
Où la ligne classique est ainsi recouverte
Par les brouillards du Nord et les nuages gris,
Où, dans l'eau des bassins, dans l'eau profonde et
[verte,
Je cherche à découvrir mon cœur et mon pays !

Anne-Marie GASZTOWTT.

Un cimetière de province

2 novembre.

Dans la blonde douceur par l'automne apportée,
Vers de simples tombeaux, grave, je suis allée.
J'ai lu les noms de ceux dont la mort a marqué
Mes premières douleurs... plus loin, j'ai déchiffré
Des noms qui, même au fond de mon heureuse en-
[fance
N'évoquent aucun trait, et cependant, je pense
Que je suis faite, un peu, de ce qu'ils ont été.
Mes parents inconnus, je dois vous écouter
Sans le vouloir parfois, et votre droite vie
De travail et d'honneur n'a pas été suivie
Par tant de vous, en vain ; l'héritage sacré
Vient jusqu'à moi, qui passe, enfant d'un exilé.
Vous tous qui dormez là, recevez ma prière,
Vous, mes morts nivernais,
Car nul ne vous comprend comme cette étrangère
Qui porte un autre amour et pleure une autre terre,
Mais qui vous doit pourtant un peu de cœur français !

Anne-Marie GASZTOWTT.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4%

93^e tirage d'un million

du 5 août 1922

Noméro gagnant : 909.498

bourse de Varsovie : 1850 — 1925 mp.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajencia Telegraficzna Wschodnia »
12, rue du Helder.

Le nouveau ministre devant la Diète.

Le nouveau cabinet s'est présenté devant la Diète. Le président du Conseil, M. Nowak, a prononcé un important discours.

L'exposé qu'il fit de la politique extérieure qu'il entendait suivre fut souligné, à de nombreuses reprises, par les applaudissements de l'Assemblée.

« Nous attachons, dit-il, la plus haute importance à la politique extérieure de notre pays dont les fondements, les principes et les tendances ont déjà été exposés avec clarté et simplicité.

« Nous voulons vivre en paix. Nous voulons travailler librement. Nous voulons non seulement être utiles à nous-mêmes, mais aux autres, mais aussi nous voulons vivre dans nos frontières actuelles auxquelles nous ne permettrons pas qu'une atteinte soit portée. Pour assurer notre existence, il ne faut pas seulement que nous soyons forts sur tous les points, mais il nous faut également des amis dans lesquels nous pourrons avoir confiance.

« Nous possédons ces amis. Le fondement de notre politique extérieure repose sur l'amitié cordiale qui nous lie avec le grand peuple français, amitié qui a été scellée par une étroite alliance avec la France et consolidée par des accords avec la Roumanie, les Pays Baltes, la Tchéco-Slovénie, et par un contrat permanent avec toutes les puissances de la Petite Entente.

« Je suis persuadé que tous les Etats qui ont participé à la guerre mondiale et qui, conjointement avec la France, ont ressuscité la Pologne, notamment les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, l'Italie, sont disposés favorablement envers notre pays et comprendront facilement nos besoins.

« Notre tâche sera de resserrer de plus en plus nos relations avec ces Etats, car notre plus vif désir est de vivre en paix avec tous nos voisins. Nous espérons que nos négociations avec l'Allemagne seront couronnées de succès.

« En ce qui concerne la Russie et l'Ukraine, nous baserons nos relations sur la stricte exécution des clauses du traité de paix. »

A la suite de ce discours, et après avoir entendu les déclarations des leaders des différents partis, la Diète vota la confiance au gouvernement par 193 voix contre 139.

Les élections législatives.

Le premier acte du nouveau gouvernement a été de fixer la date des élections législatives. D'accord avec la Diète, le ministre de l'Intérieur, M. Kamienski, a décreté que les élections générales auront lieu le dimanche 5 novembre pour la Diète, et le dimanche 12 novembre pour le Sénat.

Les députés siégeant dans l'Assemblée actuelle prendront leurs vacances d'ici à quelques jours, mais se réuniront à nouveau au mois de septembre pour régler les affaires en suspens et pour clore définitivement la session actuelle. Avec la réunion de la nouvelle Diète entrera en vigueur la Constitution de la République polonaise votée l'année dernière et réglant le fonctionnement normal du régime politique de l'Etat.

Un emprunt polonais en Amérique.

M. Radiszewski, député à la Diète, qui fut chargé de négocier à Paris les conditions d'un emprunt polonais à souscrire par les Etats-Unis, vient de recevoir une lettre d'un des membres de la délégation financière américaine au Congrès de Versailles, M. Pessles, qui l'informe que la Pologne peut obtenir des Etats-Unis un emprunt de 50 millions de dollars, amortissable en 30 ans, sur les bases

fixées dans l'accord conclu le 14 mai dernier à Paris, entre M. Radiszewski et M. Olsen, plénipotentiaire américain. Pour arriver à ce résultat, deux financiers américains ont été envoyés en Europe. Ceux-ci, MM. Curtiss et Beer, qui séjournent actuellement à Berlin, se rendront sous peu à Varsovie.

Un appel à la Société des Nations.

Le gouvernement polonais a adressé une note au conseil de la Société des Nations dans laquelle il attire l'attention du conseil sur les faits inquiétants qui se sont produits dernièrement dans la zone neutre polono-lithuanienne.

Selon le gouvernement polonais, la non-exécution des recommandations de la Société qui, d'accord avec la Pologne, exhorte le gouvernement lithuanien à remplacer la zone neutre par une ligne frontière définitive, est la cause directe de l'effervescence des esprits qui y règne et qui est susceptible, à chaque instant, de provoquer de nouveaux troubles.

Arrestation d'un espion

Le colonel Filimonof, membre de la délégation russe de rapatriement, vient d'être arrêté par les autorités polonaises à Varsovie.

Au cours d'une perquisition faite à son domicile, Filimonof a été trouvé porteur de documents de la plus grande importance, démontrant d'une façon irréfutable sa participation à une action d'espionnage en faveur des Soviets. Une enquête a été ouverte.

Un livre utile

(Méthode de polonais, grammaire et exercices).

Nous avons enfin un manuel de polonais dont le besoin se faisait sentir si vivement. C'est l'ouvrage de Mme de Willman-Grabowska, professeur à l'Ecole des Hautes-Etudes, à la Sorbonne. Sa « Méthode de Polonais (grammaire et exercices) » est destinée aux Français qui désireraient apprendre le polonais en vue des relations commerciales, politiques ou simplement intellectuelles avec la Pologne. Le nombre de ces Français augmente tous les jours, car on se rend bien compte quelles riches ressources offre la collaboration toujours plus étroite de la France avec ses fidèles alliés.

De même les Polonais établis en France et pour qui le français a remplacé la langue maternelle, trouveront dans le livre de Mme de Willman-Grabowska un instrument utile pour leur faire réapprendre la langue de leur chère patrie.

La « Méthode de Polonais » est d'une clarté et simplicité extrêmes. Elle n'en est pas moins basée sur les dernières données de la science, mais cette science y apparaît tellement simplifiée qu'un étudiant non averti ne s'apercevra même pas d'apprendre des choses si sérieuses sous une forme si simple.

De nombreuses versions, composées de phrases les plus usitées et de fragments de conversations les plus courantes, introduisent pour ainsi dire le lecteur au sein même de la langue parlée et lui donnent, dès la première leçon, une provision abondante d'expressions simples et utiles.

Des thèmes, tous modelés sur des versions, sont des thèmes d'imitation où l'étudiant n'a qu'à appliquer un peu attentivement les phrases lues tout à l'heure. Il apprend ainsi à parler, d'autant plus que, toutes les fois que la prononciation présente quelque difficulté, elle est marquée de la façon la plus précise.

Facilité et simplicité, voilà deux traits caractéristiques du livre de Mme de Willman-Grabowska.

Et pour citer quelqu'un de bien autorisé : « cet ouvrage est d'une clarté parfaite et il ne manquera pas de devenir classique. Nous avons enfin le manuel qu'il fallait et qu'on attendait ».



Freyming-Merlebach (Moselle).
Ćwiczenia Sokolic.

MEMENTO

Polityka cyfr.

Niedoszły kierownik rządu polskiego, poseł Wojciech Korfanty ogłosił z Katowic odezwę do narodu, w której zdaje sprawę ze swego niepowodzenia, zwala całą winę na Naczelnika Państwa, oświadcza, że «walka o prawo» bynajmniej nie skończona, zachęca do wytrwania w niej, bo tylko przez nią zachowa Polska «powagę w oczach innych narodów i możliwość spokojnej i uczciwej pracy».

Dla warszawskiego urzędu statystycznego, «Polska» to obszar o 385.273 km², kwadratowych, a zamieszkały przez 27,160,473 «osób».

Dla posła Korfantego o ile obszar podany przez główny urząd statystyczny jest napewno zamaly, a przynajmniej powinien być większy, o tyle liczba obywateli Polski jest stanowczo zaduża i redukuje się wszystkiego do 48,659,993 osób narodowości polskiej.

Natomiast cała «nadwyżka», to jest 8,500,170 osób, zamieszkujących obszar Polski, ale narodowości niepolskiej jest poza nawiadem.

W myśl politycznego wyznania wiary posła Korfantego i Narodowej Demokracji te 8,500,170 «osób», to ludność «niepolaska i wroga państwu», tak jak «niepolscy i wrogimi państwem» są posłowie, wyszli z łona owych 8 ½ milionów, a którzy to poświele ustrzegli Naczelnika Państwa, że «nieomal nieotrzymał votum nieufności».

Inny «prawicowiec», warszawski profesor J. Kochanowski, ogłosił niedawno «Filozofię Historii», gdzie wykazuje, że jedynie katolicka szlachta jest «rdzennie polskim» typem, że ona tylko jest:

«Spadkobiercynią prawą praplemiennych rodów lechickich, które wcielone w polskie, nie daly po dziś dzień niemal nikomu i niczemu skru-

szyć odwiecznej komórki swej jaźni a wraz z nią Duszy Narodu.»

Historjozofia profesora Kochanowskiego dzisiaj jest podobna do «politycznej antropologii» Niemca Woltmanna, który starał się wykazać, że cała kultura europejska jest dziełem niemieckiem, że Michał Anioł, Rafael, Dante, Szekspir, byli Niemcami... a to dlatego, że wedle domysłów Woltmana byli wszyscy blondynami.

Inny «uczony» niemiecki dowodził (a dla niejednego Niemca i dowieść), że Wisła jest rzeka niemiecka i że właściwe granice historyczne Niemiec sięgają do... Dniepru.

Mimo chodem tylko wspomnij jeszcze domoroskiego historyka Dmochowskiego, który nazwę «Dalmacja» wyprowadzał od słów: dala mać (matka). Macią zaś nie był kto inny, jak sama królowa fenicka Saba, współczesna króla Salomona.

Teorie Kochanowskich, Dmochowskich, Woltmanów i tylu innych «historjozofów» oglupiają ludzi na dalszą metę.

Gorzej jest z polityką Korfantych i Narodowych Demokratów, która swe teorie wyprowadza z takich właśnie podłoży, jak teoria «praplemiennych rodów lechickich».

A szkodliwa jest ta polityka dlatego, że jednej trzeciej ludności «państwa» polskiego z góry i wręcz powiada: jesteście wrogami tego państwa. Potem zaś dziwi się, że posłowie tych 8 i pół milionów, zgory ochroniony za wrogów państwa, nie chcieli gabinetu Korfantego.

Tak samo naprawdę dziwił się kiedyś Berlin i Petersburg, żeśmy nie chcieli być Prusakami czy Moskalami.

A przecież autor odezwy katowickiej powinien wiedzieć, że przysłowie: «Nie czyn drugiemu, co tobie nie miło» jest «rdzennie polskie» i «rdzennie katolickie».

K. MIR.

Exposé premjera Nowaka

Wysoki Sejmie!

Mam zaszczyt przedstawić utworzony rząd. Sam ten wyraz mówi, że zadaniem naszym jest rządzić państwem, co też czynić będziemy, opierając się przytem na obowiązujących ustawach i na uchwałach wysokiego Sejmu. Byłoby rzeczą żałową zapuszczać się w szczegóły i dawać słowny obraz czynów, jakie mają nastąpić, tem bardziej, że sztuka rządzenia polega właśnie na czynach, a nie na słowach.

Istnieją jednak zagadnienia państwowe tak doiniosłe i tak zasadnicze, że jest obo-

wiązkiem rządu, prezentującego się wysokiemu Sejmowi, sprecyzować swoje wobec tych kwestii stanowisko.

Finanse Państwa.

Jedna z takich kwestii są finanse państwa, które będą, podobnie, jak za poprzednich gabinetów, jedną z głównych trosk rządu.

Zadania państwowe muszą być unormowane zasobami środków, które państwo ma do rozporządzenia. Maszyna państwowa nie może stanąć ani na moment. To też wysiłki rządu muszą być skierowane także ku wydobyciu od obywateli

wszystkich środków, niezbędnych dla zaspokojenia konieczności państwowych, przyczem będącym pilnie baczyć, aby śruba podatkowa nie nadwyrężyła samych warsztatów pracy i nie osiągnęła ich wydajności.

Dążeniem naszym będzie znalezienie dla gospodarstwa krajowego zdrowego kredytu i oddziaływanie w ten sposób skarbu państwa od zaangażowania, właściwie nie leżących w sferze jego działalności.

Fundamentalnym warunkiem ekonomicznej pomyślności państwa jest oszczędność i to oszczędność jak najdalej posunięta, twarda i nieustępliwa, taka, jakąmy już widywali u naszych ministrów skarbu, a przedwyszystkiem u ostatniego z nich. Oszczędność tę jako stałą i cenną administracyjną zdobycz państwową, zachowamy jak najtroszliwiej, przyczem jednak nie będziemy zapominać, że oszczędność ta nie może być stosowana czysto mechanicznie, że nie może ona szkodzić państwu i że jest rzeczą czynników rządzących skrupulatnie rozważyć, co jest koniecznością państwową, dobrze zrozumianą, a co z punktu widzenia państwa, zbytkiem.

Na wrześniowej sesji wysokiego Sejmu p. minister skarbu wystąpi ze szczegółowym programem, opartym na wyżej wspomnianych zasadach i zażąda dużych ofiar, bez których uzdrawienie naszych finansów jest niewykonalne.

Nie mogę pominać milczeniem jednego elementarnego, groźnego objawu naszego powojennego życia społecznego, a mianowicie rosnącej z każdym dniem drożyny. Drożyna nie jest niczym oderwanym, ale tylko jednym z przejawów gospodarczego stanu państwa i nie może być traktowana odrębnie. Zdając sobie z tego sprawę, problemu tego tak głęboko wrzynającego się w nasze życie społeczne, nie spuścimy z oka.

Polityka zagraniczna.

Niesłychanie doniosły działem rządów jest nasza polityka zagraniczna, której zrąb, zasady i dążenia są zresztą zupełnie jasne i proste.

Czegóż my bowiem chcemy: chcemy żyć w połku, chcemy pracować, być pożytecznymi dla siebie i dla innych, ale chcemy żyć w słusznie nam się należących obecnych naszych granicach, a uszczuplić się nie damy żadną miarą.

Aby nasz był państwy zabezpieczyć, musimy być sami silni i to pod każdym względem i musimy mieć przyjaciół, na których moglibyśmy polegać. Przyjaciół takich mamy i fundamentem naszej polityki zagranicznej jest nasza serdeczna przyjaźń z wielkim narodem francuskim, zadokumentowana ściśle przymierzem z Francją. Jest nim nasz sojusz z Rumunią, a także porozumienie z państwami bałtyckimi, z którymi łączymy nas oczywistą wspólność interesów. Do tego dodać należy dobry sąsiadzki stosunek z Czechosłowacją i stałym kontakt z małą ententą.

zwyimy też przekonanie, że wszystkie państwa, które biorąc udział w wojnie światowej, razem z Francją wskrzesiły Polskę i zmazaly tę zbrodnię jej rozbioru, przedwyszystkiem zas Ameryka, Anglia, Japonia i Włochy, jak najprzyjaźniej są wobec Polski usposobione. Ze wszystkimi naszymi sąsiadami chcemy żyć jak najlepiej. Dotychczasowy przebieg niedawno rozpoczętych rokowań z Niemcami pozwala spodziewać się pomyślnego wyniku.

Pragnelibyśmy, aby stosunek nasz z Rosją i Ukrainą utrwał się na zasadzie ściślego przestrzegania traktatu pokojowego. Pragniemy z nie ulegającą wątpliwością szczerością pokoju, czego dowodem jest na przykład okoliczność, że zapowiedzialna demobilizacja rocznika 1899 właśnie dobiega końca.

Po świecie bląka się jeszcze, choć już dość niesmialo, bajka o agresywności Polski. Sądź, że powstała ona stąd, że zbyt długo polskość była bezbronna i Polak znał się wszelkie gwałty, przyczem nawet protest i okrzyk bólu za zbrodnię mu poczytywano. Świat się zanadto przeswiadczył o naszej bezbronności, musi się jednakże z tem oswoić, że jesteśmy wolni a nie zależni i że szanując głęboko wolność innych narodów, jesteśmy jednak gotowi odzyskaną niepodległość bronić do upadłego.

Małopolska Wschodnia i Wileńszczyzna.

Wysoki Sejm w d. 26 lipca r. b. wezwał rząd, by bezwłocznie, a w każdym razie przed zakończeniem prac obecnego Sejmu, przedłożył projekt ustawy o samorządzie, zwłaszcza w województwach o mieszanej ludności. Uchwała ta dotyczy w pierwszym rzędzie wschodniej Małopolski. Będzie to bardzo ważny i pożądany wstęp do wypełnienia luki, która istnieje w naszym życiu państwowem i winna być w jak najkrótszym czasie definitelywnie załatwiona.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskutecznia po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILIA W PARYŻU

Adres telegraficzny : Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon : Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swoje oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 250 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA, WARSZAWA, UL. TRAUTGUTTA 8

Oddziały w Polsce : Baranowicze, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Luck, Luków, Łuniniec, Miedzyrzec, Nałęczów, Ojców, Olkusz, Ostróg, Parczew, Pińsk, Podwołoczycka, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Skarzycko, Słonim, Sokolów, Stanisławów, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zduńska Wola oraz 4 oddz. miejsk. w Warszawie. — Filie w Brukseli i Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat : Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łęczyca, Bielsk, Pabianice, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kutno, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Sosnowiec, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacane po 2–3 dniach, a listowne po 5–7 dniach.

BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku!

Listy i przekazy należy adresować : Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

Kwestię Wileński rozstrzygnęły ostatecznie wybory do Sejmu wileńskiego, i chodzi już tylko o zanalicowanie wysuniętych stąd konsekwencji, zaś stosunek nasz z Litwą musi być traktowany cierpliwie i wyrozumiale, niemniej przy ścisłym przestrzeganiu przysługujących nam praw.

Prawa mniejszości narodowych.

Dając do ustalenia stosunków w państwie, rząd dołoży starań, by układ ze stolicą apostolską w jak najkrótszym czasie doszedł do skutku.

W naszej konstytucji wszelkie mniejszości narodowe mają zastrzeżone należne im prawa i o ile twardo i nieustępnie będące przestrzegać, aby obywatele obcy stali bez zastrzeżeń na gruncie państwowości polskiej, to z drugiej strony zasadą naszą jest, aby każdy obywatel państwa polskiego czuł się w nim narodowo i kulturowanie u siebie. Zasadniczo konstytucja nasza daje i zapewnia naszym mniejszościom narodowym te możliwości.

Uproszczenie i udoskonalenie administracji.

Jedną z głównych trosk każdego rządu jest uproszczenie i udoskonalenie administracji państwa. Ma ona u nas wiele, bardzo wiele niedomagań, niewątpliwie jednak i strony jasne i szczęśliwe. Gdzieś to i kiedy na świecie wprowadzono w tak krótkim czasie nowoczesną, skomplikowaną administrację blisko trzydziestomilionowego państwa, i to w takich warunkach, na ziemiach zniszczonych wojną.

Nie znam takiego przykładu w historii, dlatego nie mam powodu do pesymizmu odnośnie do naszej administracji. Rząd zrobi wszystko, co możliwe, w celu jak najszybszego jej udoskonalenia. Mówiąc o administracji, nie mogę pominać tych, których działalność decyduje o sprawności. Rząd, wymagając od urzędników oddania wszystkich sił państwu, zwróci baczną uwagę na ich materialne położenie, nie tracąc równocześnie z oczu możliwości finansowych państwa.

Doceniamy w pełni szczytne zadanie wymiaru sprawiedliwości, rząd w równej mierze zajmie się położeniem sędziów, a kiedy już mówię o sądownictwie, to zaznaczę dażenie rządu do unifikacji wymiaru sprawiedliwości, do usunięcia niezgodnych z potrzebami życia polskiego pozostałości ustaw zaborczych, do wprowadzenia sądów przysięgłych w całym państwie, do ułatwienia i przyśpieszenia wymiaru sprawiedliwości przez podniesienie kompetencji sądów pokojowych.

Przygotowanie do wyborów.

Wreszcie największą naszą troską i najważniejszym zadaniem jest przygotowanie przeprowadzenia wyborów do przyszłego Sejmu w uchwalonym przez Sejm terminie jesień. Będzie to główne nasze zadanie. Wybory przeprowadzi rząd jedynie pod kątem widzenia dobra państwa, bezpartyjnie i z drobiazgową bezstronnością polityczną.

Zapewniamy każdemu obywatelowi swobodne wypowiedzenie się i stłumiemy każde nadużycie, skądkolwiek by ono wychodziło.

Staję wobec wysokiego Sejmu, który dzieli się na stronictwa polityczne, z których każde na swój sposób dąży do spełnienia swoich ideałów dla dobra ojczyzny. Naród, czy państwo, któreby miało tylko jedno stronictwo polityczne, bardzo rychło utonęłoby w marasmie.

Istnienie różnych kierunków politycznych jest niewątpliwie jednym z objawów życia i jedna, że tak powiem, z konicznością państwowych. Jeżeli jest co mniej pozytyczne dla państwa, to chyba tylko zbytnie rozwodnienie myśli politycznej i rozdrobnienie jej na zbyt wielką ilość stronictw. Co do rządu, to wysoki Sejm może być pewny, że nie będziemy robić polityki żadnego ze stronictw, że jednak będziemy wdzięczni każdemu z nich za inicjatywę, która da się na koryto państwa obrócić.

W przemówieniu mojem nie dotknąłem wielu zagadnień szczególnego znaczenia, a uczyniłem to rozmyślnie, gdyż w dzisiejszym «exposé» pragnąłem przedwczystkiem uwypuklić te sprawy, którymi w pierwszym rzędzie rząd zająć się musi. Po wyborach, kiedy zbierze się nowy Sejm i na ławach zasiadzie panowie, jako odmłodzeni posłowie, usłyszyście zapatrzenie nowego rządu na wszystkie kwestie, dotyczące całości życia państwowego.

Rząd obecny ograniczy się do wymienionych zasadniczych wytycznych działania i przedkładają je wysokiemu Sejmowi.

Rocznica Legjonów w Krakowie przy udziale Naczelnika Państwa

W dniach 5 i 6 sierpnia odbył się w Krakowie uroczysty obchód dla uczczenia 8 rocznicy marszu pierwszego oddziału Legjonów z Krakowa do Królestwa.

Na uroczystość przybył Naczelnik Państwa i wielu z byłych Legjonistów.

Prezydium miasta Krakowa ogłosiło następującą odezwę :

«Obywatele! W murach naszego miasta gościć będzie przez dwa dni, t. j. 5 i 6 sierpnia Naczelnik Państwa, ten drogi każdemu patrjoicie polskiemu widomu znak niepodległości Państwa Polskiego.

Wzywamy obywatelstwo miasta Krakowa, które składało zawsze dowody patrjoizmu i zrozumienia myśli państwowej, które umiało zawsze w ważnych chwilach skupić się przy sztandarze Ojczyzny, aby wystąpiło i dziś tłumnie i godnie powitać pierwszego Naczelnika Odrodzonej Polski.

Krakowskie obywatelstwo było świadkiem czynu niezwykłej odwagi i niezachwianej wiary w zwycięstwo słuszej sprawy, gdy w murach Krakowa tworzyły się oddziały, które w pamię-

nym dniu 6 sierpnia 1914 roku wyruszyły w bój o niepodległość Ojczyzny. Historja dowiodła, jak słuszną była ich wiara, jak owocem poświęcenie.

Te bohaterskie oddziały stworzyły, wiara i poświęceniem natchnąły i w bój święty za Ojczyzna poprowadziły komendant ich, dzisiejszy Naczelnik Państwa, Józef Piłsudski.

Nie wątpimy, że patriotyczne krakowskie Obywatelstwo uczy z zapałem tą rocznicę, te bohaterskie oddziały i niezachwianego wierze Wodza Legionów.

Całé obywatelstwo Krakowa wita Dostojnego Naczelnika Państwa radośnie, a ponad mury naszego sędziwego grodu leci z głębi serca wzruszony okrzyk : Niech żyje Naczelnik Państwa ! Niech żyje Państwo Polskie !

Prezydium miasta Krakowa : Jan Kenty Fedorowicz, Inż. Józef Saare, Inż. Karol Rolle, Dr. Emil Bobrowski, Dr. Piotr Wielgus.

Z powodu braku miejsca sprawozdanie z uroczystości krakowskich, jak również przemówienie Naczelnika Państwa podamy w numerze średowym.

Robotnicy polscy we Francji

Popisy Kół Śpiewaczych.

Koło Śpiewu «Lutnia» w Arenberg-Wallers, zawiadamia, że popisy kół śpiewaczych, które miały się odbyć w dniu 13 sierpnia, odłożono na dzień 27 sierpnia.

Związek Kół Śpiewaczych we Francji.

Na konferencji Zarządu Kół Śpiewaczych (z Arenberg, Lallaing, Dechy i Bruay) odbytej w Douai, w dniu 30 lipca b. r. założono Związek Kół Śpiewaczych we Francji.

Bliższe sprawozdanie później.

O dyrygenta.

Koło Śpiewu im. Stanisława Leszczyńskiego w Freyming-Merlebach (Moselle) poszukuje dyrygenta. Zgłoszenia do prezesa, p. Michała Marcinkowskiego, tamże, 12 rue de Prés.

93 Ciągnienie Miljonówki

z dnia 5 sierpnia

z koła wyszedł numer

909.498

na giełdzie warszawskiej : 1850 — 1925 mp.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

CO SIE DZIEJE W KRAJU

Nowa taryfa kolejowa.

Ministerstwo kolej żelaznych podaje do powszechnej wiadomości, iż z dniem 1 sierpnia b. r. weszła w życie nowa podwyższona taryfa na przewóz towarów. Po dłuższej przerwie — ostatnie podwyższenie taryf miało miejsce w listopadzie roku ubiegłego — koniecznym się stało przystosowanie taryf kolejowych do zmienionych warunków życia gospodarczego i powszechnego wzrostu cen na wszystkie artykuły.

Po zasięgnięciu opinii w sprawie projektowanej zwykłki taryf państowej Rady Kolejowej, ministerstwo kolej żelaznych ustaliło w porozumieniu z ministrami skarbu oraz przemysłu i handlu, nowe schematy opłat taryfowych, które dają następujące wynikły opłat przewozowych:

marek za 100 kg. ładunków:			
na odległość	pospieszn., klasy I.	klasy II.	
100 km.	1850	1240	930
300 km.	4250	3040	2280
600 km.	6050	4440	3330
	klasy III.	klasy IV.	klasy V.
100 km.	520	310	210
300 km.	1220	730	430
600 km.	1870	1850	610
	drzewo	nafta	
klasy VI.	na eksp.	na eksp.	
100 km.	230	230	430
300 km.	290	550	700
600 km.	450	770	1500

Taryfy na przewóz bydła i koni podniesiono o 50 procent, ale równocześnie przyznano 25 procent opuszcza dla transportów bydła rozpoladowego, zboża siewnego i sadzeniaków za świadectwami Towarzystw i Izb rolniczych.

Niemcy zapłacą Polscie 125 milionów złotych marek.

Pełnomocnik Rządu Polskiego, wice minister dr. Wachowiak, otrzymał depeszę od p. Alberta Thomasa treści następującej:

Rada Lig Narodów, zebrana w Londynie, jednoznacznie zaakceptowała zalecenie komisji, wyłonionej na zasadzie artykułu 312 Traktatu Wersalskiego. Posiedzenie odbyło się 17 b. m. Tematem zalecenie komisji stało się obowiązujące i dla Niemiec, które w ciągu dwóch tygodni, licząc od 17 b. m., muszą wypłacić w gotówce 125 milionów marek niemieckich, tytułem odszkodowań za dokonanie ubezpieczeń społecznych w b. dzielnicy pruskiej.

O agitacji bolszewickiej.

« Kurjer Warszawski » zamieszcza następującą korespondencję z Łucka:

W sprawie wykrytej w lipcu 1921 przez państwo na Wołyniu organizacji komunistycznej « Zakordot », akt oskarżenia był sporządzony i doręczony 78 oskarżonym.

Jak wynika z aktu oskarżenia, zakordonowe oddziały były powołane do życia przez bolszewików w końcu 1920 r. Oddział wołyński miał zadanie sprowokowanie wojny z Polską i obalenia istniejącego ustroju państwowego. W tym celu prowadził na terenie Wołynia agitację wśród włościań, wyzykując przytem wszelkie antagonizmy narodowościowe i tendencje separatystyczne, teroryzował miejscowych obywateli, dokonał zbrojnego napadu, a następnie planował urządzić zamachy na przedstawicieli władzy administracyjnej i żandarmerji, zniszczyć mosty i urządzenia kolejowe. Środów materialnych dostarczał « Zakordotowi » rząd Rosji sowieckiej w walucie i brylantach.

Organizacja ta była wykryta w marcu 1921 r., jednak okres jej likwidowania trwał bardzo długo. Jeszcze dnia 9 lipca 1921 r., członkowie tej organizacji dokonali moru rabunkowego na osobach małżonków Herensteinów. W nocy na 10 lipca na całym terytorium Wołynia była urządzona obława, podczas której aresztowano kilkudziesiąt osób. Aresztowania te nie przeszkodziły jednak « Zakordotowi » w dokonaniu dnia 19 lipca w Miłoczu, w pow. dubińskim, zbrojnego napadu na miejscowe urzędy i państowe i dworzyby ziemskiego Karwickiego.

Napastnicy dopuścili się czynów następujących. W urzędzie naczelnika rejonu zerwali sztandar i flagę państową; na posterunku policji wystawili, porozrzucali, częściowo podarli aktą i dokumenty, zrabowali dwa karabiny, jedną żadownicę i 30 nabojów; w urzędzie pocztowym porozrzucali dokumenty, podarli listy prywatne,

rozbiili skrzynię i zabrali pieczęć lakową, stempl do listów poleconych i stempl do kalendarza; w urzędzie gminnym podarli portret Naczelnika Państwa i polskie orły, zepsuli aparat telefoniczny, porozrzucali aktą, zniszczyli część mebli i zrabowali stemple gminy, wójta i pisarza. Po napadzie tym część bandytów udała się do kolonii Czerniawki, gdzie ograbiły mieszkanie tajnego agenta defensywnej Czerniachowicza, poczem uprowadziwszy go, zamordowali, a przy trupie zostawili kartkę, pisana w języku rosyjskim: « idzie do ziemi za to, że gubi naród ukraiński ».

Organizacja planowała wysadzenie pod Wałkowiczami mostu kołowego, przez który miał przejechać Naczelnik Państwa, oraz napadu na Dubno, w którym miało uczestniczyć siedmiuset ludzi z kawalerią i armatami. Projekty powyższe nie były zrealizowane. Natomiast we wrześniu dokonano nocnego napadu na posterunek policji w Wysocku pow. sarnińskiego. Banda licząca kilkudziesiąt użbrojonych ludzi, z których część jechała konno, z dwoma kulometami, otoczyła dom posterunku policyjnego i rozpoczęła w jego kierunku strzelaninę. Znajdujący się w lokalu posterunku komendant, Lucjan Zmijewski wraz z posterunkowymi, odpowiadali wystrzałami z karabinów. Następnie bandyci ostrzelali miasteczko i po 45 minutach wyszli w kierunku gminy Terebiczeckiej, pow. piński. Na posterunek rzucili dwie bomby, które eksplodowały koło gmachu, nie wyrządzając żadnej szkody.

Katastrofa w kopalni węgla w Sierszy.

We środę d. 2. b. m. wieczorem przeszła nad Sierszą Wodną szalona burza, połączona z oberwaniem chmury. W nocy potoki wody wpadły do starych rowów przy kopalni węgla i nad ranem tą drogą wdarły się do szybu « Artur », załyły chodniki boczne na wysokość półtora metra.

W owym czasie pracowało w tych chodnikach około 60 górników, którzy, zobaczywszy, co się dzieje, poczęli uciekać bocznymi wentylami; nie wszyscy jednak zdodali wydostać się na wierzch.

Wobec tego zarząd kopalni przystąpił natychmiast do akcji ratowniczej pod kierownictwem inżynierów i sztygarów. Koło południa wydobyto zwłoki dwóch górników i jednego ciężko rannego górnika, którego przytloczyły belki, spadające z podmulonych sklepień. Ponieważ górnicy po ucieczce przez wentyle nie zgłosili się do zarządu, nie wiadomo dotąd, ile jeszcze ofiar może się znajdować na dnie szybu. Akcja ratownicza postępuje razno, a ostatnio wezwano i poczęto przesłuchiwać tych górników, którzy uciekli z zalanego szybu, aby się przekonać, ilu jeszcze ludzi brakuje.

Jak Gdańsk utrzymał życie gospodarcze Polsce.

W. m. Gdańsk należy do polskiego obszaru celnego i wskutek tego dn. 41 stycznia n. r. nie ma komór celnych na granicy tych dwóch terytoriów. Towary więc wywożone z Polski do Gdańska i stamtąd do Polski sprowadzane, nie podlegają żadnej kontroli i dlatego też statystyka celna Polski od chwili zniesienia komórek celnych na wymienionej granicy jest niekompletarna, nie zawiera bowiem tego co przez Gdańsk importujemy i eksportujemy. Rząd polski, widząc tę lukę, zwrócił się do senatu gdańskiego z żądaniem, by tenże polecił swoim urzędom celnym sporządzanie takiej statystyki; senat gdański jednakże — chcąc widocznie szkodzić Polsce — oświadczył, że do tego nie jest obowiązany. Ze względu na ważność sprawy rząd polski zwrócił się do Ligi Narodów o rozstrzygnięcie.

Strejk rolny w Poznańskiem.

Strejk rolny objął przeszło 70 majątków we wszystkich powiatach województwa poznańskiego i ma na ogół przebieg spokojny. Strejkują głównie robotnicy kontraktowi, robotnicy za sezonowi wyrażają gotowość do pracy, jak np. w majątkach w pow. obornickim i śremskim; w majątku Pogorzele, w pow. kościańskim stosowano teror do robotników, którzy nie chcą się przychylić do strejków.

O zwrot dzwonów Polsce.

Prezes delegacji polskiej w komisji reewakuacyjnej i specjalnej minister Olszewski wyjechał 28 lipca do Niżnego Nowogrodu na kilka dni, celem osobistej interwencji na miejscu w sprawie znajdujących się tam i podlegających zwrotowi Polsce kilku tysięcy dzwonów i zbiorów Polskiego Towarzystwa Opieki nad zabytkami.

Zmiany na stanowiskach zagranicznych.

Kurjer Lwowski donosi z Warszawy:

W związku z nominacją nowego rządu, mówi się o zmianach na placówkach dyplomatycznych. Poselstwo w Waszyngtonie ma objąć p. August Zaleski, duchowny poseł przy Kwirynale, na jego miejsce zaś uda się prawdopodobnie b. minister spraw zagranicznych, p. Skirmunt. Mówi się również o możliwem ustąpieniu posła polskiego w Paryżu, p. Maurycego Zamoyskiego.

Wezwanie posłów do Warszawy.

Przegląd Wieczorny donosi, iż w związku z likwidacją przesilenia i koniecznością omówienia aktualnych spraw z dziedziny polityki zagranicznej, wezwani mają być do Warszawy niektórzy posłowie. W pierwszym rzędzie dotyczy to m. a. posłów polskich: W Londynie Władysław Wróblewski, w Paryżu Zamoyskiego i w Pradze Piltza.

Wyjazd ministra Chodzki.

Według informacji *Kurjera*, minister zdrowia publicznego Chodzko wyjechał dnia 41 b. m. do Genewy, celem wzięcia udziału w naradach, organizowanych przez Ligę Narodów co do walki z epidemiami.

Sprawa Jaworzyny.

« Lidove Noviny » podają, że dla załatwienia sprawy Jaworzyny między Polską a Czechosłowacją termin 6 sierpnia został ponownie przedłużony i rokowania mają być dalej kontynuowane.

CO SIE DZIEJE WE FRANCJI

+ Wielkie popisy samolotów bez motorów.

W Clermont-Ferrand, u szczytu wzgórza Combegrasse odbywają się od początku tygodnia międzynarodowe popisy wzlotów samolotami bez motorów. Awjatorzy, zwłaszcza Szwajcar Charhon i Amerykanin Allen zdołali przelecieć przedłużenie kilkasetmetrowe, na wysokość przeszło 50 m., pozostając w powietrzu do 3 minut. Aparaty, na których dokonywane są próby, są to jedno- dwa- i trójplatowce.

Wiadomo, że Niemcy pracują bardzo gorączkowo nad samolotami bez motorów, którym ogólnie przepowiadają wielką rolę w przyszłych wojnach.

+ Katastrofa w kopalni.

We wtorek po południu o godz. 4, w szybie Marguerite, w kopalni Carmaux, w głębokości 212 m. pracowało 12 górników. Z nieostrożnością jednego z nich, Jana Lalard, liczącego 32 lat, nastąpił wybuch. Lalard i Montesinos, Hiszpan zostali rozerwani na drobne kawałki. Brat Montesinosa, Antonio, ożeniony poprzedniej soboty, postradał oczy, wyrwał mu część twarzy i walczy ze śmiercią. Ciężko zostali ranni górnicy: Bezies, Froment, Bories i Gil. Nie mamy dotąd wiadomości, czy wśród owych 12 górników znajdowali się Polacy.

Katastrofa wywołała przygnębiające wrażenie.

ZE ŚWIATA

— Międzynarodowy Uniwersytet w Brukseli.

Uniwersytet międzynarodowy w Brukseli, założony w roku 1920 urządza w roku bieżącym po raz trzeci sesję wykładów w dniach od 20 sierpnia do 3 września.

Zgłoszenia do Sekretariatu uniwersytetu: Université Internationale, Bruxelles, Palais Mondial.

W skład uniwersytetu międzynarodowego wchodzą 15 uniwersytów, 346 profesorów z 23 krajów. W roku ubiegłym obejmował on 23 katedry.

— Międzynarodowy kongres górników we Frankfurcie.

We Frankfurcie nad Menem odbywa się międzynarodowy kongres syndykatów górniczych.

— Strejk urzędników pocztowych w Hiszpanii.

Z powodu streiku urzędników pocztowych w Hiszpanii, w samym Madrycie nagromadziło się 10 milionów listów, oczekujących na wysyłkę. Do streiku mają się przyłączyć telegraflsci.

— Wielka katastrofa w Chinach.

W dniu 2 sierpnia w porcie chińskim Swatow szalał cyklon, najstraszniejszy jaki dotychczas nawiedził kontynent azjatycki. Liczba ofiar, dotychczas dokładnie nieobliczona, waha się od 20 do 40 tysięcy. Z ostatnich depesz dowiadujemy się, że na miasto i jego okolice zwaliły się dwa huragany, jeden po drugim, jeden straszniejszy od drugiego, niszczący budynki, wywołujący powódź. Szybkość jego dochodziła do 160 klm. na godzinę. Domy waliły się niby z kart, grzebiąc mieszkańców pod sobą. Morze wdawało się następnie, zmiatając wszystko po drodze. Prócz samego portu Swatowa, uległo zniszczeniu mnóstwo wsi okolicznych.

— Konferencja londyńska.

Konferencja londyńska przechodzi ciężki kryzys. Francję popiera Belgia, Lloyd George'a — Włochy i Japonia. Angielski premier uciekł się nawet do takiej taktiki, że w oficjalnym przemówieniu o stratach wojennych, zamilcał 140 milardów, poniesionych przez Francję w zniszczonych departamentach.

Pomimo olbrzymich trudności, francuski premier, p. Poincaré, zwolna odnosi zwycięstwo nad Lloyd Georg'em, który dotad przyjał większość żądań przez Francję gwarancyj od Niemiec.

— Ciągła fronda Litwy.

Prasa litewska przepelniiona jest artykułami, występującymi przeciw warunkom, postawionym przez Radę ambasadorów Litwie, na mocy których Litwa uznana być może de jure. W szczególności pisma rządowe lub zbliżone do sfer rządowych usiłują dowieść, że Litwa nie może się zgodzić na te warunki.

Skrajnie nacjonalistyczny dziennik « Laisve » w artykule « Cena uznania Litwy de jure » pisze między innymi : « Postawiono nam następujące warunki uznania de jure : mamy dać Polsce swobodę żeglugi na Niemnie, zaś sprawa Kłajpedy ma być rozstrzygnięta na podstawie odrębnego statutu przez specjalną komisję, która oczywiście dążyć będzie do pozostawienia Kłajpedy w rękach francuskich, sprowadzać tam na dobitek wpływy polskie. Słownem za paszport niepodległości ententa wymaga od Litwy utworzenia na swojem terytorium kurytarza polskiego w postaci Niemna, zostawiając jego ujście w obcych rękach. »

« Laisve » uważa, że takiej ceny Litwa nigdy zapłacić nie może. Dopóki Niemen aż do Grodna nie będzie w rękach Litwy — pisze « Laisve » — dopóki Wilno nie zostanie oczyszczone do ostatniego żołnierza polskiego, dopóki Wilenszczyzna z całą swoją południową częścią aż po Niemen nie wróci do Litwy, nie może być mowy o neutralizacji Niemna, oznaczaliby ona bowiem całkowite oddanie go Polsce, ponieważ od Grodna do Jurberga nikt inny nie korzystałby z Niemna. Pismo zwraca się z gwałtownymiatakami przeciwko entencie oraz przeciwko Polsce i twierdzi, że postawione przez Radę ambasadorów warunki są znacznie cięższe niż propozycja przyjęcia projektu Hymansa.

— Komuniści ukraińscy przeciw repatriantom polskim.

Dnia 30 lipca odbył się w Charkowie wiec, urządżony przez polskie biuro komunistycznego gubernjalnego komitetu rosyjskiej komunistycznej partii w Charkowie. Na wiecu tym rozpatrywano sprawę Dąbala, oraz sprawę powrotu do Polski repatriantów. Całe zebranie było jednym długim szeregiem napaści na Polskę i potokiem insygnuacji pod adresem Naczelnika Państwa, przedstawiciela polskiego i rządu polskiego. Cała akcja polskiego biura komunistycznego prowadzona jest celowo przez ukraińską delegację repatriacyjną. Delegacja ta prowadzi w ostatnich czasach z delegacją polską zawieszającą walkę, stawiając jej na każdym kroku przeszkody.

Mimo odejścia z Ukrainy 13 eszelonów z repatriantami i wbrew postanowieniu układu o repatriacji, w którym zastreżono, że przedewszystkiem zostaną wysłani zakładnicy, delegacja rosyjska wciąż jeszcze wstrzymuje wyjazd kilku zasłużonych działaczy, trzymanych w więzieniu, jako zakładnicy. Wobec smutnego losu wielu zakładników w więzieniach bolszewickich, wobec licznych wypadków bezprawnego rozstrzelania ich przez członków czerezwiczki, delegacja polska, stając w obronie losu powierzonych sobie ludzi, zaznaczyła energicznie, iż wyjazd eszelonu zaawizuje dopiero wówczas, gdy do niego zostaną włączeni bezprawnie zatrzymywani dotąd zakładnicy.

Zamiast zadośćuczynić postanowieniom traktatu i wymaganiami humanitarnymi, urzędnicy i członkowie delegacji ukraińskiej wyzyskują wytworzoną sytuację, podjudzając repatriantów przeciw Polsce i zwalając całą winę na delegację polską. Chcąc umyślnie powiększyć jeszcze chaos i uczynić położenie repatriantów bardziej rozpaczącym, bolszewicy wyrzucają repatriantów z punktów ewakuacyjnych, w których otrzymywali nocleg i strawę, aż do odejścia pociągu. Protesty i zażalenia delegacji nie odnoszą skutku.

— Bunt w armii sowieckiej.

« Tag » donosi, że w guberniach Wiackiej i Wologodzkiej zbuntowało się 40.000 czerwono-gwardzistów. Wszyscy komisarze tamtejsi zostali zabici.

ROZMAITOŚCI

Egiptanie przed 3.700 laty znali tajemnice wyrobu piwa.

Członek amerykańskiej ekspedycji naukowej do Egiptu, dr Flinders Petrie, podczas odkrywania starożytnego miasta egipskiego znalazł wszystkie przybory, potrzebne do wyrabiania piwa. Znalezione w wykopalißkach dokumenty papyrusewskie świadczą, że Egipcjanie już na 1.800 lat przed erą chrześcijańską posiadały tajemnice wyrobu piwa. Wykopane przyrządy do wyrobu piwa zostały wysłane do St. Zjed., dla muzeum starożytności przy uniwersytecie Penna.

Złoto w mydle.

W Budapeszcie w pewnym składzie skonfiskowano skrzynię mydła, ponieważ kupujący w nabitych tam kawałkach mydła znaleźli złote sztuki 20-koronowe i donieśli o tem policji. Okazało się, że w swoim czasie skrzynię tę wysłano z Wiednia, ale zatrzymano w drodze z powodu jakiejś formalności, ponieważ zaś wysyłający nie zgłaszał się po nią, sprzedano ją na licytacji. Nabył ją kupiec z Budapesztu, który nie podejrzewał, co w mydle szmuglowano. W mydle znalezione 3 i pół mil. złotych koron.

Strejk górników w Stanach Zjednoczonych

Nowojorski korespondent paryskiego *Temps* podaje interesujące szczegóły o streiku węglowym w St. Zjednoczonych.

— W chwili, kiedy Europa, pisze p. M. Roosevelt, ów korespondent, przechodzi ciężki kryzys reorganizacji międzynarodowej, Stany Zjednoczone znalazły się nagle wobec bardzo ciężkiego kryzysu reorganizacji przemysłowej. Strejk górników węglowych może zatrzymać dwie trzecie przemysłu górnictwa.

Strejk został spowodowany niemożnością pogodzenia się właścicieli kopalń w sprawie zniżki płac górników, wywołanej nieuchronnie upadkiem wszelkich interesów po wyjątkowym okresie ich świetności podczas wojny. Od r. 1914 do 1920 ceny węgla poszły w górę od 200 do 300 %, a tej zwyżce towarzyszyło równolegle podwyższenie płac górników.

Ale w u. 1920 z upadkiem interesów, zmniejszyły się i zamówienia na węgiel, a równocześnie spadła i jego cena. Podczas wojny i w związku z jej zapotrzebowaniami wyrosła w Stanach, niby grzyby po deszczu, wielka ilość przedsiębiorstw, pochłaniających mnóstwo węgla, wywołując, co za tem idzie, wielkie zamówienia u kopalń. Przesiębiortwa te ostatnio bądź poznikały, bądź przemieniły się na inne, tak, że w rezultacie ruch przemysłowy zbliżył się do stanu normalnego (przedwojennego). Okres wzrostu cen we wszystkich gałęziach przemysłowychkończył się.

Na mocy układu właścicieli kopalń z górnikami, tabela cen z okresu wojennego miała zostać utrzymana do 1 kwietnia bieżącego roku. Oczywiście górnicy nie życzą sobie wielkiej redukcji cen wojennych, a z drugiej strony właściciele kopalń bardzo pragneliby zmniejszyć płace, nie widząc innego środka zachowania olbrzymich zarobków, jakie im wpływały podczas okresu wielkiej ruchliwości przemysłowej z epoki wojny.

Najznaczniejsze kopalnie węgla w Ameryce rozłożone są w siedmiu Stanach. Najlepsze pokłady antracytu znajdują się w stanie Pensylwan-

nia (gdzie pracuje mnóstwo górników polskich, przyp. red.) w odległości 300 mil od Nowego Jorku. Najwięcej węgla produkuje wogółek Stanów: Pensylwanja, Ohio i wschodnia Wirginia, po nich zaś: Indiana, Iowa i Illinois. Ponieważ ilość antracytu, który można wydobyć, jest ograniczona, zatem jego eksploatacja jest doskonale zorganizowana.

Natomiast pokłady węgla zwykłego są tak bogate w wielu okolicach, że nigdy nie zastosowano do nich eksploatacji racjonalnej, jak się to dzieje w innych gałęziach nowoczesnego przemysłu, gdzie się rozhodzi o wydajność regularną. W rezultacie położenie górników, którzy tu pracują jest o wiele gorsze od położenia innych pracowników. W niektórych okolicach wschodniej Wirginii, w Ohio i w niektórych okręgach Pensylwanii węgiel można dostawać niemalże wprost z podpowierzchni ziemi. Ponieważ jednak okolica jest bardzo górzysta, linie kolejowe są i bardzo rzadkie i bardzo kosztowne, zarówno o ile chodzi o ich wybudowanie jak i o dalszą eksploatację. Kopalnie wskutek tego znalazły się w zupełnej zależności od kolei, które zwolniły kontrolę całej produkcji węgla i antracytu. O ile mali właściciele kopalń mogą otrzymać pewną ilość wagonów od kompanii kolejowych, to ciągną zyski z kopalni, w przeciwnym razie, a zdarza się to dosyć często, muszą zatrzymywać pracę, gdyż organizacja kopalni nie pozwala im utrzymywanie wielkich ilości węgla na składzie.

Podczas wojny i potem aż do początków roku 1921 kompanie kolejowe cierpiały na wielki niedostatek wagonów i lokomotyw. Rezultat jest taki, że nawet wiele właścicieli kopalni, zależni są od kolei i muszą przestawać pracować przez 1 lub dwa dni w tygodniu.

Takie niestabilne warunki pracy w kopalniach węgla dają się wszędzie zauważać w Stanach. Tak w r. 1920 w kopalniach antracytu pracowano przeciętnie 271 dni na rok, w kopalniach węgla 220 dni. W ostatnim roku ilość dni roboczych spadła do 100 w niektórych okręgach, co znaczy, że górnicy pracowali po 2 lub 3 dni w tygodniu. Górnicy żądają pracy stałej i zarobków, któreby im pozwoliły wyżyć.

Niestety, nie można się spodziewać, aby obydwa te ich żądania można było zaspokoić przed zupełną reorganizacją przemysłu węglowego.

**

W końcu swej korespondencji p. Roosevelt przypuszcza, że organizacja ta dokona się w pierwszym stadium w przeciagu roku, zaś ostatecznie w okresie kilku lat, co najwyżej 5.

Węglowy strejk obecny, jak wiadomo, nie jest generalny, gdyż dwie trzecie kopalń pracuje, a powszechnie dosyć bezrobocie w Stanach powoduje dosyć poważny napływ do kopalni z innych zawodów. Strejkiem zajął się rząd, ale, jak skądinąd wiadomo, jego interwencja dotychczas nie wszędzie odniosła pożądany skutek.

Zdaniem korespondenta *Temps*'u cały strejk ma podłożę wyłącznie ekonomiczne, bez domisek politycznych.

Wiadomości Telegraficzne

Agence « Telegraphique de l'Est » Ajencja Telegraficzna Wschodnia 12, rue du Helder. —

• Ostateczny termin wyborów.

Min. spraw wewn. Kamieński w porozumieniu z Sejmem postanowił, że wybory do Sejmu będą się w niedzielę, d. 5 listopada, a do Senatu w niedziele, d. 12 listopada.

Sejm za kilka dni rozpoczyna ferje, poczem zbierze się jeszcze we wrześniu dla załatwienia spraw jeszcze nie ukończonych. Z nowym Sejmem wejdzie w życie konstytucja, uchwalona 17 marca r. z.

• Pożyczka amerykańska.

Konsorcjum amerykańskie przyznało Polsce pożyczkę 50 milionów dolarów na 15 lat.

• Apel do Ligi Narodów.

Rząd polski ponownie zwrócił uwagę Ligi Narodów na napady Litwinów na strefę neutralną i na skutki, jakie to postępowanie może za sobą pociągnąć.

• Traktat handlowy z Jugosławią.

W połowie sierpnia przybędzie do Warszawy delegacja jugosłowiańska celem rozpoczęcia układów o zawarcie traktatu handlowego.

KRONIKA

Gość z Warszawy.

Odwiedził nas tymi dniami w redakcji inżynier p. Władysław Szczepański, radca z ministerstwa Przemysłu i Handlu. Pan Szczepański bawi w Paryżu dla załatwienia spraw osobistych, niemniej jednak korzystając z pobytu tutaj, interesuje się sprawami publicznymi, a mianowicie kwestią urządzeń dwóch wielkich warsztatów kolejowych, to jest rzadego warsztatu wagonowego w Pruszkowie oraz warsztatu parowozowego w Opocznie.

Warsztaty te celem normalnego funkcjonowania potrzebują urządzeń mechanicznych na ogólną sumę po 3,800,000 franków szwajcarskich każdy. W razie zyskania ich na warunkach kredytowych rząd polski gotów jest odnośnie firmom francuskim wydać zamówienie na kilkadziesiąt parowozów, pfałtach gotówką.

Pertraktacje odnośnie są w toku i p. Szczepański przyrzekł nas powiadomić o ich wyniku.

Korzystając z kompetencji naszego gościa (który przedtem zajmował wysokie stanowisko w kolejnictwie), zapytaliśmy go o stan naszego taboru kolejowego. Oto co nam oświadczył:

Polska o 30 milionach mieszkańców posiada 15,892 km. kolei o torze normalnym, to znaczy 4 km na 100 km.², albo 6 km. na 10.000 mieszkańców. Na obecne potrzeby powinniśmy mieć 130.000 wagonów towarowych i 4 500 ciężkich lokomotyw. Tymczasem mamy tylko 84.000 wagonów i 3.458 lokomotyw, z których 50% z powodu starościeckiej konstrukcji nie odpowiada dzisiejszym wymaganiom. Wynika zatem, że potrzeba nam jeszcze 46.000 wagonów i 1042 lokomotyw. Zważywszy zły stan połowy naszych lokomotyw, w krótkim czasie będziemy potrzebować ich 2760. Tylko w takim razie Polska będzie mogła służyć swym tranzytem między Rosją a zachodnią Europą.

XVIII-ta Lista Górników przybyłych z Polski

Wszyscy wymienieni poniżej górnicy przybyli bez rodzin i zostali przydzieleni:

Do kopalni w Ostricourt (Pas-de-Calais) w dniu 25 lipca.

Jan Hetman, Stefan Michałowicz, Stanisław Nowak, Franciszek Stryjakowski, Stanisław Czapski, Antoni Czarnecki, Aleksander Flizkowski, Antoni Gruduszak, Jan Jankowiak, Antoni Kocur, Michał Michalski, Mikołaj Mizerski, Józef Nawrot, Adam Pawłowski, Stefan Przybyła, Walenty Baczkiewicz, Michał Burkaczak, Franciszek Drobniak, Stanisław Kaczmarek, Franciszek Kotecki, Wawrzyniec Łagodzki, Ignacy Malinowski, Antoni Małyszek, Jan, Małecki, Ludwik Murawski, Józef Musielak, Wawrzyniec Noster, Stanisław Olejniczak, Stanisław Pogoda, Wawrzyniec Rybareczyk, Piotr Rycheński, Ignacy Woziwodzki, Wojciech Baranek, Jan Borowiak, Franciszek Borowski, Marcin Jakuszki, Jan Jaskulski, Wincenty Janasik, Walenty Kołodziejczyk, Leon Krzyżanowski, Stanisław Łagoda, Stanisław Michałak, Piotr Pachura, Ignacy Paprocki, Józef Rybka, Jan Szczepaniak, Leona Szary, Walenty Szymanowski, Leon Stankiewicz, Ignacy Jagodziński, Wincenty Cyrzon, Stanisław Dydemski, Bronisław Falkowski, Antoni Plewa, Wojciech Rybak, Józef Śniady, Józef Tyczka, Leopold Zieliński.

w dniu 27 lipca.

Michał Lewicki, Antoni Pietrzak.

Do kopalni w Anzin (Nord) w dniu 28 lipca.

Jan Banaszak, Walenty Korcz, Antoni Łabendzki, Stanisław Pawlaczek, Andrzej Świlkowski, Józef Kempa, Franciszek Wojtkowiak, Antoni Skibicki, Mikołaj Zientek, Wawrzyniec Walkowiak, Walenty Andrzejewski, Stanisław Zdradny.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędnych domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich

STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)

(métro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)

wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie
operacje dentystyczne.

Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele
i święta tylko od 9—12.

Dla pracujących w biurach i magazynach
w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Dr Medycyny

FRANCISZEK BRABANDER

b. ekstern szpitali m. Paryża

przyjmuje rano od 11 do 12
i popoł. od 3 do 7

CHOROBY WEWNĘTRZNE,

SKÓRNE I WENERYCZNE

Ceny Specjalne dla Robotników

10, rue du Château-d'Eau, I piętro
(métro République)

Do kopalni w Escarpelles (Nord)
w dniu 31 lipca.

Wojciech Frydrych, Franciszek Gołombek,
Wojciech Kacprzak, Wojciech Nowak, Wojciech Polanowski, Władysław Renkiewicz, Antoni Tonder, Franciszek Ficner, Franciszek Korbas, Jakób Nijakowski, Stanisław Nowak, Piotr Spychała, Wojciech Raudulek, Stefan Bedowicz, Jan Jabłoński, Piotr Kaźmierczak, Ignacy Kieroń, Michał Kubiak, Józef Lis, Stefan Małek, Franciszek Nowak, Stefan Pientka, Wojciech Poprawski, Stanisław Stranz, Piotr Sieczka, Franciszek Szukalski, Wincenty Wojtczak, Jan Zaleski.

Do kopalni w Marles (Pas-de-Calais)
w dniu 25 lipca.

Piotr Kawka, Piotr Świdarski.

Do kopalni w Blanzy (Saône et Loire)
w dniu 26 lipca.

Stanisław Łagodka.

Do kopalni w Bruay (Pas-de-Calais)
w dniu 26 lipca.

Józef Jabłoński.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tel.: Saxe 03-45
Wykonuje wszelkie druki polskie.
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Broszury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.
Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54-68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all nigjt. Ouvert toute la nuit.
::: Otwarcie całą noc. :::
Orkiestra cygańska-Tańce-Spiewy.
OBIADY à prix fix i à la carte
z winem i kawą po 18 franków.
Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINIA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki
dla podróżujących Iej,
IIej i IIIej klasy.
Wyjazd z Havru co sobota.
Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

Młody człowiek

Polak, znający język polski, francuski i rosyjski, z wykształceniem handlowym teoretycznym i praktycznym, poszukuje odpowiedniego biurowego zajęcia. Zgłoszenia: Mr Henoux, 21, B-d Batin-gnolles, Paris (VII).

Polka inteligentna

w średnim wieku, znająca gospodarstwo domowe, zajęcie biurowe, czuwanie nad chorymi, poszukuje posady w Paryżu albo na wyjazd.

Zgłoszenia do Polonii dla p. M. N.

Poszukuje się

Współpracownika

z kapitałem celem powiększenia
Agency Francusko - Polskiej

jednej w swym rodzaju.
Zgłoszenia: Ingénieur, Beton Armé — 152,
B-d Montparnasse, Paryż (XIV).

Przyjezdnym Rodakom Administracja POLO-NII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych i konsularnych. Można zgłaszać się codziennie między godziną 5 a 6 po południu.

RYNEK PIENIĘZNY

Paryż, dnia 10 sierpnia 1922.

Funty angielskie.....	55 fr. 83, 50
Dolary ameryk.....	42 fr. 53, 50
Franki belg.....	94, 90
Franki szwajc.....	2 fr. 38, 50
Marki niem.....	1, 47, 50
Korony czeskie.....	31, 50
Leje rumuńskie.....	10, 95
Korony austr.....	0, 02
Liry włoskie.....	56, 70
Marki polskie.....	—
Banknoty.....	0, 19
Czeki na Warszawę.	0, 19 1/2 — 0, 20 1/2
Tysiącmarek polskich.	1 fr. 95

Le Gérant : P. NEVEU.